

Il me paraît clair que pour une bonne part des deux dernières années, nous avons surchargé l'économie.

Question de simple arithmétique économique, le revenu réel de la société est inévitablement limité par le volume de notre production. On ne peut retirer une pinte de vin d'une bouteille d'une chopine.

Voilà précisément ce que les Canadiens se sont efforcés de faire. Nous avons essayé de retirer plus de l'économie que nous n'y avons mis. C'est impossible, et c'est une des principales causes du dilemme financier dans lequel nous nous trouvons. Mais le ministre des Finances a choisi de ne pas tenir compte des conseils de l'un des plus hauts fonctionnaires du Canada. L'éditorial du *Journal* exhortait le gouvernement à faire preuve de modération, et je cite toujours:

Le même jour, le ministre du Revenu national, M. E. J. Benson, faisait part au Parlement des projets de dépenses du gouvernement pour 1967-1968. Ils représentent: une augmentation prévue de 1.3 milliard de dollars, à plus de 11 milliards, au cours de la nouvelle année financière; de beaucoup la plus forte augmentation en temps de paix; plus de deux fois le taux d'augmentation des dépenses de l'année courante.

On peut résumer les sentiments du rédacteur en signalant que, pour l'année financière 1967-1968, nous avons un budget de 11.2 milliards, alors que cinq ans auparavant, notre budget était d'environ 7½ milliards. On ne peut aller aussi loin aussi vite sans de graves conséquences pour le pays. L'éditorial citait en outre les paroles suivantes de M. Rasminsky:

Malheureusement, si on ne tient pas compte des signes avertisseurs et si la politique n'est pas modifiée avant qu'un grand nombre de situations intenablement aient été créées, avant que les coûts et les prix aient accusé une très forte hausse et que la position concurrentielle sur les marchés internationaux ait été endommagée, il devient alors beaucoup plus difficile de régler le problème sans mettre un terme à l'expansion de l'économie...

Voilà où nous en sommes réduits actuellement, monsieur le président. Nous avons laissé monter les prix au point où la concurrence étrangère va nous interdire l'accès aux marchés internationaux. Nous avons atteint la crise. C'est seulement maintenant, alors que la crise est évidente, que le ministre l'a reconnue. Du moins nous l'espérons.

Un éditorial du *Journal* d'Ottawa du 30 mai 1967 citait M. John Deutsch, ancien président du Conseil économique du Canada:

Depuis le début de nos travaux, nous nous sommes préoccupés de la difficulté que comporte naturellement la réalisation de l'objectif d'une stabilité raisonnable des prix dans une économie canadienne qui connaissait sans difficulté un niveau élevé d'emploi et une production et un niveau de vie en croissance rapide.

[M. Ballard.]

Autrement dit, M. Deutsch se préoccupait de réaliser l'objectif d'une stabilité raisonnable des prix. Le ministre des Finances a fait fi de cet avertissement.

Je vais citer une autre autorité. Il me saura probablement gré de le considérer comme tel car il est candidat à la direction du parti libéral. Il s'agit du ministre du Commerce qui, d'après le *Globe and Mail* du 13 septembre 1967, aurait dit ce qui suit à l'Association des constructeurs canadiens:

...les gouvernements ont eu tendance à trop dépenser, non par rapport à nos besoins sociaux, car il reste beaucoup à faire, mais considérant la capacité de l'économie de produire des recettes pour eux.

Le ministre des Finances a décidé de ne pas tenir compte de l'opinion de son ami le ministre du Commerce. Je pourrais citer d'autres exemples pour prouver que le ministre a fait fi des conseils, d'où qu'ils venaient.

La crise actuelle n'a pas surgi subitement. Elle se prépare depuis deux ans, peut-être trois. Le gouvernement a dépensé beaucoup plus qu'il n'aurait dû. Il s'est même montré prodigue, oubliant de se demander d'où venait l'argent.

Le 7 décembre dernier, lors d'un discours à la Chambre, j'ai dit que le gouvernement devrait établir un système de priorités ou instituer un comité chargé d'étudier les priorités. Quelques jours plus tard, mais je vous assure que mon discours n'y était pour rien, le premier ministre a déclaré qu'un comité du cabinet examinerait les priorités pour ce qui est des dépenses. Rien n'a été fait depuis, ce qui laisse croire qu'il parlait pour la galerie.

Les Canadiens s'inquiètent de plus en plus de ce que les dépenses du gouvernement ne cessent d'augmenter. Cette inquiétude se reflète dans le rapport de l'auditeur général, où l'on peut voir que les dépenses de presque tous les ministères ont monté en flèche. En fait, dans un ministère, elles ont augmenté de 114 p. 100.

Il est décourageant de voir que le gouvernement ne tient aucun compte du rapport de l'auditeur général. Dans le passé, il n'a pas tenu compte des rapports du comité des comptes publics, et nous constatons que des recommandations semblables reviennent chaque année dans le rapport de l'auditeur général.

● (5.40 p.m.)

Il est évident que les organismes et les ministères de l'État gaspillent de plus en plus d'argent, que le nombre d'employés de l'État augmente sans cesse et qu'il n'existe aucune méthode efficace de contrôle administratif.